



L'art de jouer collectif

Exemples à La Rochelle (17),
à Lyon (69) et à Saintes (17)

Éditorial

QUELLE BELLE LEÇON D'UNE ACTION CITOYENNE QUE NOUS DONNENT CES JEUNES LYCÉENS AU SEUIL DE LEUR ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE ! Si la rapidité du développement des réseaux sociaux interroge sur la qualité d'une information peu ou non vérifiée, voire dangereuse, ces jeunes ont su s'approprier ces outils afin d'initier, à l'échelle mondiale, une démarche d'interpellation vis-à-vis des décideurs publics pour la défense d'un intérêt « le plus général » concernant toute l'humanité, celui de l'avenir de notre planète.

Les candidats aux élections européennes se doivent d'entendre leurs demandes, de comprendre leurs aspirations et de les aider à donner à leur mouvement une dimension collective, au-delà des frontières. Et ils se doivent aussi de s'engager à être porteurs de réponses politiques, efficaces, précises, qui soient conçues en associant les jeunes. Concernant cet enjeu mondial, la communauté européenne n'a-t-elle pas vocation à exercer un rôle important, fédérateur entre les pays membres, répondant à la hauteur de l'espoir de ces jeunes ?

Clotilde Bréaud,
présidente du CNLRQ



• **EN DIRECT DES RÉGIES**
Mainvilliers (28)
et Monceau-les-Mines (71).

• **ENTRETIEN**
avec **Danièle Demoustier**,
maître de conférences en
économie à l'Institut d'études
politiques de Grenoble.

CNLRQ
Comité National de Liaison des
Régies de Quartier



Les « invisibles » sous les feux de la rampe, « Femmes de méninges » à Mainvilliers

Sans eux, nos lieux de vie sont encrassés, sentent mauvais, se détériorent et les vitres s'embuent. Sans eux la poussière et les déchets s'accumulent et pourtant, pour ces femmes et hommes de ménage, leur travail n'est pas reconnu. Mais comment répondre à leur mal-être par rapport aux incivilités dont ils sont victimes ? Comment faire changer les mentalités et le regard sur ces personnes qui nous facilitent l'existence ? La Régie de Quartier Reconstruire ensemble de Mainvilliers a apporté, à travers un projet théâtral, une réponse avec la pièce « Femmes de méninges ».



Virginie Vinsonneau, coordinatrice de projets, et Blaise Luba, animateur de lien social à la Régie de Quartier, Brissa Julien, la présidente, et Bernard Monguillon, le directeur, ont basé leurs réflexions sur ces constats consternants. Ils en sont venus à conclure que le théâtre permettait d'éclairer certaines situations sous un angle particulier. Le théâtre se base sur l'écoute, l'écriture et la démonstration par la représentation au sens littéral du terme, toutes choses importantes pour capter l'attention.

En 2017, il a fallu essayer les plâtres, faire sortir les gens de chez eux et leur expliquer ce qu'était le théâtre : quelque chose à la portée de toutes et tous. Le verbe et le geste s'apprennent, malgré les difficultés d'élocution, la timidité et le trac, et leurs histoires sont dignes d'être portées sur scène. C'est là qu'est intervenu Gérald Massé, journaliste et écrivain, pour récupérer leurs paroles afin d'écrire la pièce à partir de leur vécu. Pendant que les entretiens se déroulaient avec Gérald, Nora Benchehida, professeure de lettres et de théâtre, se chargeait de leur enseigner l'art de bouger, de respirer et de se placer, à partir d'improvisations basées sur du concret et du vécu. L'exigence demandée par le théâtre ne s'est pas avérée vaine, elle leur a fourni une grande satisfaction : d'une part par la création elle-même avec leurs mots réécrits et mis en scène, d'autre part, après la représentation avec les articles dans les journaux. Pour exemple : l'une d'entre elles souhaitait obtenir la nationalité française. Elle a constitué son dossier et photocopié les articles de presse provoquant l'admiration de la personne qui l'a reçue. Devant un tel succès, une deuxième saison a eu lieu. Emmanuelle Thiéry, habitante du quartier, qui souhaitait rester dans l'ombre, a fini par grimper les trois

marches qui l'ont mise en lumière et assume aujourd'hui la fonction de présidente au conseil citoyen. Solange Renard était plutôt à l'aise, quant à Sitan Traore ou Maria Pedro, d'abord craintives, elles ont fini par se montrer excellentes comédiennes. Blaise explique : « J'ai appris à maîtriser mes sentiments... j'ai pu transformer mon stress en énergie. »

« J'ai appris à maîtriser mes sentiments... j'ai pu transformer mon stress en énergie. »

Ne plus être « invisible » aux yeux des autres redonne confiance en soi. La mixité de participation des comédiens, aussi bien direction que salariés a favorisé l'aisance de tous... Chacun se trouve au même niveau sur scène, il n'y a pas que les femmes de ménage pour « se donner en spectacle », une sensation apaisante de ne pas être seules au regard des autres. « Le projet Femmes de méninges est un projet de maturité, la Régie de Quartier a atteint son équilibre économique et a fondé le Pôle citoyen, qui fait rayonner l'association et a permis d'obtenir la reconnaissance des habitants, de la Ville et même au-delà », affirme le directeur, Bernard Monguillon. « Ce projet donne aussi à tous les intervenants une autre perspective, celle d'un temps de loisir et de plaisir... » ■

La Régie de Quartier, Reconstruire ensemble, à Mainvilliers (28), c'est aussi :

• 66 ETP • 100 salariés dont 25 permanents et 10 administrateurs bénévoles.

Activités économiques - 5 ACI : • Hygiène et propreté : Entretien bureaux, parties communes d'immeubles, remise en état après chantier • Bâtiment (Second œuvre) : Rénovation, petits travaux d'électricité, petite plomberie, serrurerie, petite menuiserie, vitrerie • Espaces verts : propreté urbaine, entretien espaces verts, travaux d'aménagements paysagés, affichage urbain et distribution de supports de communication • Polyvalent : Ressourcerie, déménagement social, gestion ordures ménagères, récupération encombrants, tri sélectif, décollage d'affiches sauvages • Coiffeur Solid'HAIRes : Coiffure, relooking, esthétique.

Activités de lien social - Pôle citoyen : • Jardin potager solidaire • Compostage individuel et collectif • Brocante solidaire • Point numérique CAF • Café citoyen • Jobs vacances • Ateliers : - Recyclons ensemble - Relooking de meubles - Santé vous bien ! - Accès aux droits - Culture - Coaching pro.

La Régie des Quartiers, entreprise solidaire, réinterroge ses pratiques

Épaulée par deux chargés de mission du CNLRQ, une équipe de salariés et un conseil d'administration ouverts au changement, la Régie des Quartiers du Bassin Minier a évolué vers un conventionnement Entreprise d'insertion (EI). Cette transition a suscité des interrogations quant aux modes de fonctionnement interne ainsi que sur l'image de la Régie, mais a aussi confirmé, pour les donneurs d'ordre, le gage d'être dans les clous en ce qui concerne les clauses réservées aux structures conventionnées Entreprises d'insertion.

Les questions qui se sont posées ont généré beaucoup de réflexions, entre autres sur une relation essentielle à la vie de la Régie, celle entre accompagnateur socio-professionnel (ASP) et encadrants techniques. « Pour favoriser la cohésion de l'équipe, les réunions ont été élargies à tous les permanents : les encadrants, l'ASP, la chargée de lien social, la chargée d'accueil, la comptable et la direction. Chacun a appris à connaître le travail de l'autre et le lien social est désormais l'affaire de tous. Nous avons organisé des rencontres plus régulières et avons systématiquement noté par écrit les points soulevés. Personne ne pouvait prétendre qu'un sujet n'avait pas été évoqué ou bien qu'une décision n'avait pas été prise collectivement. L'écoute durant les réunions est devenue plus attentive », explique Isabelle Beaucaire, directrice de la Régie des Quartiers depuis huit ans.

Par ailleurs, il est un travail peu apparent qui n'est jamais mis en valeur. Les encadrants font souvent plus auprès des salariés que la stricte nécessité technique, ils les encouragent ! Lors de leurs différentes activités, ils cherchent à mettre les salariés dans les conditions de travail les plus réelles, pour les armer face aux exigences de la vraie vie en entreprise

pour exprimer le meilleur de leurs capacités, car les salariés en doutent souvent. Un des buts de leur accompagnement est de les aider à réaliser leurs projets. Exemple : un salarié allait passer son code de la route, et pour le familiariser à des situations courantes, un des encadrants lui a fait lire les panneaux sur les temps de trajets. Cette aide très usuelle et sans lien avec l'activité de chantier n'est jamais valorisée, notamment par écrit.

« Ne pas aller au plus facile mais plutôt vers ce qui est le mieux pour les autres. »

La formalisation de chaque action est longue et nécessite une rigueur qui peut rebuter certains salariés. Les employés de la Régie en CDI ont acquis une expérience que la direction leur demande de retransmettre aux salariés en insertion. Cela fait partie du rôle d'accompagnement de la Régie... « Ne pas aller au plus facile mais plutôt vers ce qui est le mieux pour les autres », insiste Isabelle Beaucaire. La visibilité que donnent les écrits est le gage du professionnalisme aussi bien en interne que vis-à-vis des

donneurs d'ordre ou de la Direccte. Plus d'échanges et de liens à tous niveaux ont renforcé leur appréciation de la mission de la Régie des Quartiers.

Investie dans les efforts de mobilisation auprès des habitants et des salariés, Isabelle Beaucaire estime « qu'être à l'écoute des autres et accompagner la réflexion et l'autonomie de chacun a permis à la Régie des Quartiers du Bassin Minier d'avoir réussi non seulement la transition vers le conventionnement EI mais aussi l'amélioration du lien social aussi bien vers les salariés que vers les habitants. » L'enthousiasme de l'équipe à son égard est sa grande récompense. ■



L'équipe : Estelle Fuchey, comptable, Camille Rougemont, chargée de lien social et d'animations, Sophie Colin, accompagnatrice socioprofessionnelle, Éric Virolle, l'un des encadrants techniques, Vanessa Leroi, chef d'équipe, et Isabelle Beaucaire, directrice.

La Régie des Quartiers du Bassin minier à Montceau-les-Mines (71), c'est aussi :

• 22 ETP • 7 salariés permanents.

Activités économiques : • Entretien bureaux, parties communes • Entretien voirie • Espaces verts • Second œuvre, peinture • Enlèvement encombrants • Petits déménagements et bricolages • Nettoyage et entretien de tombes • Nettoyage voitures.

Activités de lien social : • Guichet Emploi Insertion • Plateforme mobilité : location de voitures, scooters ou vélos électriques aux demandeurs d'emploi • Santé campagnes nationales • Marches nature • Bien-être: diététiciennes, sophrologues • Atelier coiffure et esthétique • Culture et patrimoine local • Partage de savoirs : pâtisserie, accommoder les restes • Atelier écriture démarches • Accompagnements divers vie quotidienne : gérer son budget, économiser, partir en vacances, loisirs en famille, avec les enfants, goûters, jeux de société...

Partages de savoirs : pâtisserie et marches pour apprendre à connaître la nature.



L'art de jouer collectif

Exemples à La Rochelle (17),
à Lyon (69) et à Saintes (17)



Les Régies de Quartier et les Régies de Territoire cultivent un art du partenariat basé sur un positionnement clair au service des habitants, et développé grâce à beaucoup d'énergie, d'inventivité, de rigueur, et de souplesse d'organisation.

À La Rochelle, la Régie Diagonales a mis sur pied un dispositif original, les Défis : les habitants, et en particulier les demandeurs d'emploi, y trouvent en un lieu unique et facile d'accès l'ensemble des services dont ils ont besoin, de l'aide à la rédaction de CV à la formation, en passant par l'accès aux droits, aux allocations logement, aux soins esthétiques, etc. La coopération quotidienne entre les professionnels de différentes organisations partageant ce même lieu leur permet de dialoguer en permanence pour être plus efficaces.

À Lyon, la Régie de Quartier EUREQUA a fait évoluer ses dispositifs habituels pour répondre aux spécificités

d'un public très particulier, celui des jeunes en risque de délinquance. Pour imaginer ce nouveau dispositif d'insertion, la Régie a su intégrer des partenaires nouveaux dans la réflexion et la réalisation de l'action.

À Saintes, la Régie a saisi l'opportunité d'animer un dispositif de politique publique, le conseil citoyen, dont la finalité correspondait bien à son projet associatif, pour développer les partenariats sur son quartier et répondre aux attentes des habitants.

Cette capacité à fédérer différents intervenants, à souder une équipe de partenaires pour aller dans la même direction et à mener le jeu tout en s'adaptant au terrain, est une caractéristique forte des Régies. Elles répondent ainsi aux besoins des habitants non pas en leur demandant de s'adapter aux dispositifs existants, mais en développant des actions s'adaptant à eux. ■

Entretien avec Philippe Muszynski,

directeur de la Régie de Quartier de Grande-Synthe,
membre du conseil d'administration du CNLRQ.



« Instituer les habitants comme partenaires »

Les Régies de Quartier et les Régies de Territoire ont la capacité de fédérer les habitants pour qu'ils créent avec différents partenaires des projets répondant à leurs besoins, souvent de façon innovante. Les explications de Philippe Muszynski.

POURQUOI UNE RÉGIE SE TROUVE-T-ELLE RÉGULIÈREMENT EN POSITION D'ANIMER DES PARTENARIATS SUR SON TERRITOIRE ?

Philippe Muszynski : La finalité d'une Régie est de répondre aux besoins des habitants à partir d'un partenariat institué entre eux, les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux. Cette volonté politique commune, qui doit être pérenne, se traduit par une coopération active entre ces trois partenaires, autour d'actions concrètes sur le territoire.

Tisser des partenariats est ainsi dans l'ADN-même d'une Régie, et cette capacité peut être mobilisée pour agréger de nouveaux partenaires. Le partenariat est le moyen de mettre autour de la table la Régie, la Mairie, l'Agglo, les bailleurs, mais aussi d'autres acteurs sociaux, économiques, culturels, ou socio-professionnels.

Il y a pour cela un « savoir-faire » des Régies, des compétences qu'elles partagent et transmettent à leurs salariés. Leurs partenaires reconnaissent leur capacité à mobiliser

les habitants, à couvrir un territoire et à mener à bien un projet, et les sollicitent donc souvent. Y compris

« Cet état d'esprit collectif, positif, des bénévoles, salariés et partenaires des Régies permet de déplacer des montagnes ! »

au niveau national : notre réseau de 140 Régies anime régulièrement avec des partenaires nationaux des actions sur de nombreux territoires dans le domaine de l'auto-réhabilitation, de l'éducation populaire, du développement durable, etc.

QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR QU'UN NOUVEAU PARTENARIAT FONCTIONNE ?

P. M. : Il faut d'une part être volontaire, et d'autre part avoir les compétences nécessaires. Le conseil d'administration d'une Régie va être motivé pour s'engager dans un nouveau partenariat s'il est synonyme de moyens supplémentaires et différents pour mettre en œuvre le projet politique

de la Régie. Ensuite, il faut au sein des équipes des personnes formées et une méthodologie de travail rigoureuse, pour poser la démarche et respecter ses critères, ses contraintes et aussi son budget, ce qui est essentiel. Il faut, enfin, une bonne capacité d'adaptation et de réaction.

COMMENT LES HABITANTS SONT-ILS EUX-MÊMES ACTEURS DANS CE JEU COLLECTIF ?

P. M. : Au-delà du projet d'insertion par l'activité économique, une Régie est avant tout un projet associatif, qui fédère les habitants, identifie leurs besoins, et surtout les institue comme partenaires de la Mairie et des bailleurs. La Régie propose aux habitants salariés de construire leur parcours individuel d'insertion mais aussi, à travers la Régie, un moyen collectif d'agir pour créer des solutions souvent innovantes à leurs besoins. Cet état d'esprit collectif, positif, dans lequel nous sommes, nous, les bénévoles, salariés et partenaires des Régies, permet de déplacer des montagnes ! ■

Sans partenariats, rien ne se fait

La capacité des Régies de Quartier et des Régies de Territoire à nouer des partenariats s'incarne parfaitement dans les Défis, ces points d'accueil imaginés il y a plus de 10 ans par la Régie Diagonales, à La Rochelle. Aujourd'hui, institutions et associations du quartier se félicitent du travail réalisé grâce à cet outil partenarial innovant.



De gauche à droite : Un stagiaire de l'espace urbain, Chloé, animatrice jardin en pied d'immeuble, référente compostage et jardins, référente et animatrice des ateliers cuisine pour les salariés en parcours, Kamel, ouvrier des espaces urbains et jardin, en parcours CDDI Lilian, chef d'équipe espaces urbains sur Villeneuve-les-Salines, Catherine Braguier, coordinatrice des Défis.

Dans les quartiers populaires rochelais de Villeneuve-les-Salines et Mireuil, les portes des points d'accueil Défi, pour « Diagonales, Emploi Formation Insertion », sont toujours ouvertes pour les habitants. Ils y trouvent des réponses directes à divers besoins. « Ce sont des lieux essentiels pour nous sur ces quartiers où nous avons un taux de chômage extrêmement élevé, affirme Séverine Lacoste, vice-présidente de la Communauté d'agglomération (CDA) de La Rochelle en charge de l'Emploi, de la Politique de la Ville et de la Prévention de la Délinquance. Les Défis permettent à des personnes qui ne sont souvent pas connues des partenaires du service public de l'emploi d'être accueillies, informées, orientées et conseillées, notamment en matière d'emploi et de formation. La Régie de Quartier Diagonales, implantée au cœur des quartiers prioritaires, a une proximité avec ces publics qui lui permet de mieux appréhender les situations. »

À travers les Défis, la Régie, en lien avec les partenaires qu'elle a su fédérer, remplit de nombreuses missions : repérage, accueil et information des personnes en recherche d'emploi mais non accompagnées, renseignements administratifs, présentation d'offres d'emploi, notamment de Pôle Emploi ou de la Régie (qui compte 130 salariés), appui individuel pour actualiser, mettre en forme et envoyer curriculum vitae et lettres de

motivation... Dès que nécessaire, les salariés des Défis orientent les personnes vers le partenaire idoine : Mission locale, Pôle Emploi, CAF pour les aides au logement ou le revenu d'activité, PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi), associations du quartier proposant des ateliers numériques, des bilans de santé, des ateliers Image de soi, des informations sur la prévention des violences faites aux femmes, etc.

Pallier le désengagement de l'ANPE

Les Défis, historiquement, étaient des points emploi créés dans le cadre de la Politique de la Ville, avec une volonté politique de disposer d'un point d'accueil à proximité des habitants. « Ils étaient adossés à l'ANPE, mais l'ANPE s'est retirée des quartiers, et il y a eu une volonté de préserver l'outil, en s'appuyant sur des associations », précise Delphine Souche, directrice du PLIE. La Régie de Quartier a ainsi pris en charge, il y a plus de 10 ans, le point de Villeneuve-les-Salines, puis en 2013, celui du quartier de Mireuil, géré jusque-là par une autre association. Elle a décidé d'avoir une même coordinatrice et une même offre de services sur les deux sites. « C'est très intéressant, ajoute Delphine Souche. Cela nous permet d'avoir des retours très directs du terrain puis de les croiser avec nos propres statistiques pour développer, avec la Régie, une analyse partagée nous faisant aller ensuite dans le même sens, pour réduire ou développer des actions. »

« Nous sommes un lieu repère pour les personnes. Elles savent que si nous n'avons pas nous-mêmes une réponse, nous allons les orienter vers le bon partenaire. »

Sous la houlette de leur coordinatrice, Catherine Braguier, huit salariées sont au contact des habitants sur les deux Défis : deux accompagnatrices avec chacune 110 personnes à suivre à l'année ; deux chargées d'accueil gérant le flux des personnes ; deux accompagnatrices pour les bénéficiaires du RSA ; une référente PLIE proposant des ateliers mutualisés, mais aussi des parcours en validation des acquis de l'expérience (VAE) ; et une chargée d'insertion socio-professionnelle. Ces neuf postes sont assurés grâce à des financements de la CDA, de la Politique de la Ville, du Département et du Fonds social européen (FSE) via le PLIE et le RSE. Les locaux sont prêtés par l'Office HLM Atlantique Aménagement et la Mairie. ▶



► Un partenaire apprécié

L'une des clés de la réussite des Défis est leur proximité pour les habitants, qui peuvent avoir des problèmes de mobilité, de garde d'enfants, de santé... « Pour beaucoup de gens, se déplacer d'un quartier à un autre peut paraître le bout du monde, explique Jean-Paul Buton, président de la Régie. Les Défis nous permettent aussi de créer des passerelles : les habitants du quartier finissant un contrat d'insertion chez nous peuvent continuer à être suivis dans un Défi, cela évite une rupture de parcours. C'est vrai aussi dans l'autre sens : des gens qui nous sont confiés dans un Défi via le PLIE ou en suivi de RSA peuvent assister à des informations collectives sur la Régie et intégrer un parcours chez nous en CDDI. »

Séverine Lacoste souligne la cohérence de cette action avec la politique de l'Agglo : « La CDA ayant lancé fin 2017 une grande démarche innovante afin de mieux mettre en adéquation la demande et l'offre d'emploi, la Régie de quartiers Diagonales apparaît comme un partenaire incontournable. » Dont la rigueur est appréciée par les équipes techniques : « La Régie est un vrai partenaire, elle a un savoir-faire, est présente pour les temps d'échanges, prépare ses dossiers, indique Delphine Souche. Elle s'interroge sur ce qu'elle fait, peut le remettre en cause si cela n'apporte pas le résultat attendu ou déséquilibre financièrement la structure. Inversement, s'il y a une baisse de subventions, elle est capable de maintenir sur son propre budget une action avec les habitants qu'elle juge vraiment nécessaire, le temps de retrouver des financements. C'est une intelligence de structure de savoir poser, y compris politiquement, et avec les partenaires, la nécessité de continuer ou pas. »

Autre partenaire de la Régie : la Mission locale. Son siège étant à Mireuil, elle a demandé à tenir une permanence au Défi de Villeneuve. « Cela me permet d'être présente dans ce quartier un jour par semaine, témoigne Flavie Poizac, sa conseillère, mais aussi de faire venir ici les jeunes du quartier, qui vont ensuite revenir pour utiliser d'autres services. » Une coopération fructueuse. « Nous organisons deux fois par an une commission permanente, indique Véronique Escoubet, chargée d'accueil du Défi, pour échanger avec nos partenaires sur les projets de chacun, les nouveaux services, et donner ensuite les bonnes informations aux personnes que nous suivons. »

Au Défi du Mireuil, Aline Denis, chargée d'accueil depuis 10 ans, complète : « Nous sommes un lieu repère pour les personnes. Elles savent que si nous n'avons pas nous-mêmes une réponse, nous allons les orienter vers le bon partenaire. » C'est également par le partenariat que la Régie développe des débouchés professionnels pour les habitants terminant un parcours d'insertion. « Je travaille par exemple avec le Club Entreprise de Périgny et Biotop, une structure éco-



Christelle, accompagnatrice PLIE et formatrice ateliers numériques Diagonales, avec Catherine Braguier.



Véronique, derrière le bureau, agent d'accueil au Défi de Villeneuve.



De gauche à droite : Marie Laure, formatrice Diagonales en CDD, référente d'une action de suivi avec un ESAT, Stéphane, accompagnateur PLIE spécialisé sur le suivi SANTE, salarié de l'ADEF, partenaires de DEFI sur le suivi des participants et Catherine Braguier, coordinatrice des Défis.

réseau qui capte et recycle des matériaux pour les entreprises locales, explique Catherine Braguier. Rien ne se fait sans le partenariat et la collaboration avec les bailleurs, les collectivités, les entreprises. Ce tissu est essentiel pour les Défis, et pour les Régies de façon plus large. Sans lui, rien ne se fait. » ■



Une action forte de prévention de la délinquance

C'est un Atelier et chantier d'insertion (ACI) pas tout-à-fait comme les autres, adapté au fil du temps par la Régie de Quartier Eurequa, à Lyon. Elle accueille, en partenariat avec la préfecture et les services de protection de la jeunesse, des jeunes en risque de délinquance.

À l'origine, la Régie lyonnaise Eurequa avait un agrément Entreprise d'insertion pour une activité de peinture. « L'équipe était composée de quatre jeunes aux profils similaires avec un chef d'équipe, et dès que celui-ci avait le dos tourné, ils s'entraînaient dans des comportements problématiques, explique Derek Pasquet, directeur de la Régie. Nous avons donc proposé de passer l'action en ACI, pour décloisonner son organisation en deux équipes de deux jeunes et deux adultes, chacune travaillant en alternance cinq demi-journée par semaine. » La Direccte a validé le passage en ACI en mars 2017, et le bailleur, Grand Lyon Habitat, a maintenu son soutien à l'action, avec des chantiers garantis par convention, puis intégrés sur des marchés publics avec co-financement à 50% de la Politique de la Ville.

L'action a pris une nouvelle dimension grâce à une information de la Mission locale, partenaire depuis l'origine, sur les financements du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), gérés par la préfecture. « Il s'agit de prendre en charge des jeunes en situation de récidive ou de dérive pouvant aboutir à de la délinquance, en lien avec les acteurs sociaux, la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (Spip), résume Philippe Pareja, chef du bureau d'analyse et de prévention de la délinquance de la préfecture du Rhône. Cette action de la Régie nous intéresse pour plusieurs raisons : elle est dans un quartier de Reconquête républicaine ; son objectif est l'orientation vers l'emploi, et c'est souvent pour ces jeunes une première expérience en situation de travail ; les encadrants ont l'habitude des jeunes difficiles et savent poser des limites ; et la Régie connaît bien les dispositifs d'accompagnement et d'insertion à proposer aux jeunes pour qu'ils poursuivent leurs parcours. »

La PJJ sollicite régulièrement la Régie. En un an



et demi, huit jeunes sont passés par le dispositif. L'un d'eux témoigne : « En deux mois, j'ai déjà appris à faire les enduits, à peindre les plinthes... Et le vendredi matin, nous faisons du sport, des visites d'entreprises pour découvrir d'autres métiers et choisir la bonne voie. J'ai rencontré une entreprise de froid et climatisation, je vais avoir un entretien pour, peut-être, y travailler en alternance et reprendre mes études jusqu'au bac. » Cette envie d'avancer doit se doubler d'un effort d'adaptation aux règles de comportement au travail, sans quoi, en cas de manquement, le contrat peut être interrompu.

Certains parcours montrent l'intérêt du dispositif : un autre jeune, encore en période d'essai à la Régie, a été incarcéré pour des faits antérieurs à son parcours d'insertion. « Nous nous sommes mobilisés avec son foyer pour dire qu'après des périodes sans domicile, il se stabilisait au foyer et à son travail, raconte Derek Pasquet. Au bout d'un mois, sa peine a été aménagée, il est sorti, a travaillé 12 mois sur l'ACI, et a suivi une formation qualifiante en logistique, et il est désormais dans une entreprise d'insertion à 35h/semaine. »

« Le taux de chute dans la délinquance des jeunes entrant dans ce dispositif diminue sensiblement, souligne Philippe Paréja. Mais même s'il n'y a avait qu'un individu qui s'en sortait, ce serait déjà un bon résultat, car c'est un travail difficile. Les équipes de la Régie font preuve de beaucoup de professionnalisme, et aussi de beaucoup de courage. » ■

Kevin Mouton, salarié en insertion classique au sein de la Régie.





Susciter la participation citoyenne

À Saintes (17), la Régie de Quartier a été retenue pour animer le conseil citoyen, en raison de son expertise en termes de mobilisation citoyenne et de sa capacité à nouer des partenariats sur le terrain autour d'un projet.



Dans le cadre de la Politique de la Ville au sein du quartier prioritaire Boiffiers Bellevue, un conseil citoyen devait voir le jour. Il pouvait se constituer en association ad'hoc, mais les habitants ont trouvé cela trop compliqué. Aucune association ne se portant volontaire pour les accompagner et porter juridiquement le conseil

citoyen, la Régie de Quartier y a réfléchi. « Notre conseil d'administration a considéré que la raison d'être d'un conseil citoyen, développer des actions de lien social avec les acteurs du territoire, était complètement en cohérence avec notre projet social, explique sa directrice, Danièle Lot. Nous nous sommes donc proposés. »

Les services de l'État et la Communauté d'agglomération de Saintes (CDA), partenaires majeurs du Contrat de Ville, ont très bien accueilli cette candidature. Elle répondait à leur demande d'avoir un acteur facilitant les démarches des habitants et permettant une mise en place rapide de leurs projets. Un poste d'adulte relais médiation a été créé, qui est financé par l'État, la CDA et la Semis (bailleur) pour assurer la médiation autour des problématiques de locataires du bailleur et animer le conseil citoyen. Cette médiatrice de quartier, Marie-Pierre Riolon, encourage les habitants venant participer au conseil à développer des actions, proposer des aménagements, etc. Elle organise des animations (mise en place de bacs à plantes, galette des rois, chasse aux œufs, repas partagé, activités sportives, fête de quartier, etc.) avec des partenaires comme le Centre social, le Centre d'hébergement

et de réinsertion sociale Tremplin 17, la Mission locale, l'Agglo, ou encore des magasins et associations sportives du quartier.

« Cette animation au plus près de l'habitant est une très bonne chose, estime Pascal Jallu, coordonnateur du Contrat de Ville à la CDA, qui participe en tant que tel à la co-animation du conseil citoyen. La Régie étant implantée dans le quartier et employant des habitants, elle est très proche de leurs préoccupations. Il existe une symbiose entre la Régie et ses salariés, les partenaires du quartier et les habitants d'une manière générale, et cela permet de faire avancer dans le même sens la volonté de nos politiques et les besoins des habitants. »

Pour les services de l'État également, la Régie est un partenaire important. « L'implication des habitants étant au cœur du projet de la Régie, elle est devenue un partenaire aussi bien en matière d'insertion par l'activité économique que de médiation ou de participation des habitants, explique Régis Le Guilloux, délégué du Préfet pour la Politique de la Ville. Elle s'inscrit dans le territoire en nouant des relations avec les autres associations, le bailleur, les collectivités, ou encore l'État. Mais c'est surtout sa capacité à favoriser l'implication d'habitants, à aller vers eux, à mobiliser certains d'entre eux à partir de leurs préoccupations, à être à leur écoute, à repérer les besoins par du porte à porte, par exemple, et à s'inscrire dans des projets collectifs comme un festival sur le quartier ou un City stade qui est à souligner. » ■

« Il existe une symbiose entre la Régie et ses salariés, les partenaires du quartier et les habitants d'une manière générale »



Stand sur le marché Bellevue, dans le cadre du Grand débat national.





Formation-spécialisation avec le CNAM en région Centre à Orléans

Le CNAM en région Centre a organisé un certificat de spécialisation, sous la direction de Jean-Louis Laville, intitulé « Innovations sociales, Économie sociale et solidaire, Économie plurielle, Société de services ».



© S. Cardon-CNLRQ

Jean-Luc Birsky, Mohamed Rhoulam et Jean-Louis Laville.

Ce certificat s'adresse aux cadres en charge de la gouvernance de structures de l'économie solidaire. S'appuyant sur leurs connaissances du terrain et de l'histoire des Régies de Quartier, Jean-Louis Laville a, entre autres,

invité deux membres du conseil d'administration du CNLRQ : Mohamed Rhoulam, ancien directeur d'une des deux Régies de Quartier d'Orléans, qui est intervenu à ses côtés sur le thème « Économie et solidarité : histoire et actualité », et Jean-Luc Birsky, directeur de la Régie Inter Quartiers Coopération sociale et solidaire à Vierzon, pour parler de « L'inclusion : insertion par l'activité économique » avec Myriam Couty-Morin, ex-directrice régionale de l'UREI. Mohamed Rhoulam a retracé les débuts du projet *Régie de Quartier* et, en particulier, les concepts initiés à la suite de l'expérience du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, et les fondamentaux des Régies dans une économie solidaire éclairée par la parole du sociologue Michel Anselme. (Voir le recueil de ses écrits « *Du bruit à la parole - La scène politique des cités* »).

VIE DU RÉSEAU

Le CNLRQ en mission auprès des Régies guyanaises

Dans la continuité de son engagement à soutenir la structuration et le développement des Régies situées en Outre-mer, le CNLRQ a validé en conseil d'administration une feuille de route et des moyens pour venir en appui aux cinq Régies de Guyane.

Fin février 2019, Régis Mitifiot (vice-président) et Julien Daniel (chargé de mission) ont ainsi traversé l'Atlantique pour une mission d'une semaine visant à recenser les besoins d'accompagnement et de formation des Régies, rencontrer leurs partenaires et travailler sur l'animation du collectif des Régies.



Yahya Daoudi, directeur de la Régie de Cayenne, Audrey Brunet, assistante de direction et Claudia Venoval directrice à la Régie de Saint-Laurent du Maroni, Pierre Maitrel, directeur de la Régie de Rémire-Montjoly, Sonia Manaï, directrice de la Régie de Macouria, Régis Mitifiot, directeur de la Régie d'Arles et Jefrado Amalen Si, directeur de la Régie de Kourou.

Entre deux fruits exotiques pris à l'ombre d'un soleil radieux (30°C à l'ombre), ce séjour aura permis de constater l'enthousiasme des partenaires pour le projet Régie, de poser les jalons de futures missions d'accompagnement et de réactiver deux projets de création de Régie.

Le tout, dans un cadre idyllique et une ambiance conviviale qui n'ont rien enlevé à la qualité des échanges et auront sans doute contribué à tisser et renforcer le lien.



Depuis le dernier Info-Réseau...
... la boîte à outils du SERQ s'est enrichie :

- d'un info SERQ relatif aux modifications au 1^{er} janvier 2019

À noter, que le SERQ a déménagé, comme le CNLRQ, au 144, boulevard de la Villette, 75019 Paris

Pour plus d'informations : www.serq.fr





Les rendez-vous des Régies

- ◆ **LE CNLRQ A DÉMÉNAGÉ :**
144, boulevard de la Villette
75019 Paris
- ◆ **FORMATIONS CNLRQ À PARIS (75)**
- **Formation directeurs-trices**
- le 14 mai 2019
- **Gestes et postures**
- le 20 juin 2019
- ◆ **FORMATIONS DU PROJET DE BRANCHE DU CNLRQ À PARIS (75)**
- **Intégrer le développement durable dans les prestations de nettoyage : la méthode de lavage par pré-imprégnation**
- le 3 juin 2019
- ◆ **FORMATIONS RÉSERVÉES AUX ADHÉRENTS DE SI T'ES JARDIN**
- **Du jardin à l'assiette – Monter un atelier cuisine**
- les 11 et 12 avril 2019
- **Stage potager**
- les 5 et 6 juillet 2019
- ◆ **STAGES ACTEURS**
- **Cycle I**
- 11, 12 et 13 avril 2019
à Desbals Services à Toulouse (31)
- 16, 17 et 18 mai 2019
à Fibr'Ethik à Saint-Pierre-d'Albigny (73)
- **Cycle II**
- 23, 24 et 25 mai 2019
à Bourges Agglo services à Bourges (18)
- 27, 28 et 29 juin 2019
à Régie de Quartiers de Saint-Denis (93)
- ◆ **BUREAUX DU CNLRQ À PARIS (75)**
- le 17 avril 2019
- le 28 mai 2019
- ◆ **CONSEILS D'ADMINISTRATION DU CNLRQ**
- les 10 et 11 mai 2019 à Paris (75019)
- ◆ **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CNLRQ**
- les 14 et 15 juin 2019 à Nantes (44)

◆ La relève scientifique

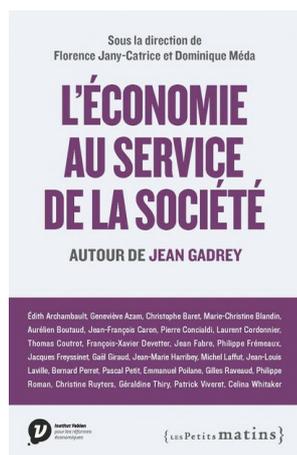
La relève scientifique encourage et valorise des doctorants ou post-doctorants pour leurs travaux de recherche liés à la Politique de la Ville et aux quartiers populaires. Elle est animée conjointement par le CGET, la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme, le Cevipof/Sciences Po Paris, avec l'appui de l'Observatoire national de la Politique de la Ville (ONPV). Chaque mois, deux jeunes chercheurs sont invités à venir discuter de leurs travaux.

Télécharger l'opus : « *La relève scientifique Saison #1 : Quinze jeunes chercheurs renouvellent l'approche de la Politique de la Ville* » sur le site du CGET.



◆ L'économie au service de la société

Autour de Jean Gadrey sous la direction de Florence Jany-Catrice, Dominique Méda, Éditions Les Petits Matins, 2019



Comment (re)mettre l'économie au service de la société ? C'est à cette question essentielle que les auteurs de ce livre répondent en revenant sur les travaux de Jean Gadrey. Critique du mythe de la croissance, transition écologique et sociale, réduction des inégalités entre hommes et femmes... Jean Gadrey propose sur tous ces sujets des approches originales, avec un point commun, améliorer les conditions de vie et le bien-être de tous et toutes.

Avec les contributions de : Édith Archambault, Geneviève Azam, Christophe Baret, Marie-Christine Blandin, Aurélien Boutaud, Jean-François Caron, Pierre Concialdi, Laurent Cordonnier, Thomas Coutrot, François-Xavier Devetter, Jean Fabre, Philippe Frémeaux, Jacques Freyssinet, Gaël Girard, Jean-Marie Harribey, Michel Laffut, Jean-Louis Laville, Bernard Perret, Pascal Petit, Emmanuel Poilane, Gilles Raveaud, Philippe Roman, Christine Ruyters, Géraldine Thiry, Patrick Viveret, Celina Whitaker.

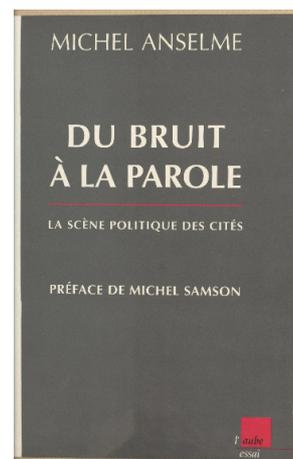
◆ Du bruit à la parole, la scène politique des cités

de Michel Anselme, Éditions de l'aube, 2000

Ce recueil de textes, écrits par le sociologue Michel Anselme, reste toujours d'actualité. Il affirmait que les habitants des quartiers les plus difficiles sont capables de prendre la parole, de participer à la gestion de leur cadre de vie, du moment qu'on sait mettre en place des dispositifs adéquats.

La Politique de la Ville a réclamé dès le début une présence active des habitants. Ce livre est celui d'un homme que la passion de la démocratie avait mis en position de précurseur.

Au format numérique uniquement sur les sites usuels (Google, Kindle, etc.)



INFO-RÉSEAU

Directrice de la publication
Clotilde Bréaud

Comité de rédaction et rédaction
Clotilde Bréaud, Marie-France Chamekh, Tarek Daher, Julien Daniel, Carole Ferrini, Céline Goyet, Marie Inapogui, Amara Nait-Amer, Nicole Picquart, Émilie Scoccimarro

Journaliste : Dante Sanjurjo

Secrétariat de rédaction et rédaction

Sandrine Cardon

Illustrations
Albert

Maquette
Laurence Rimbart

Imprimeur
LFT, Gennevilliers

Numéro de dépôt légal
91/0322

Abonnement
12,20 euros
(3 numéros)

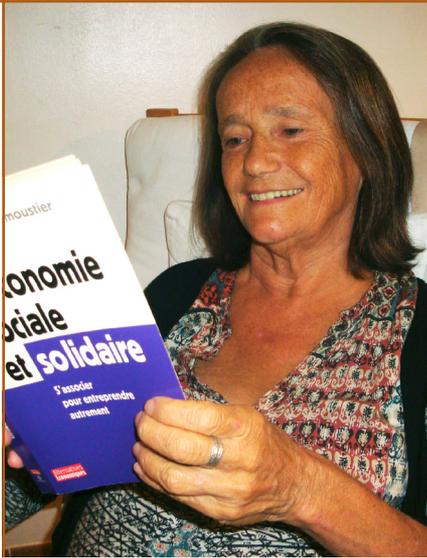
Comité National de Liaison des Régies de Quartier

144, boulevard de la Villette
75019 Paris
accueil@cnlrq.org
www.regiedequartier.org

Cette publication a bénéficié du soutien

- du FSE, Fonds social européen,
- de la DGEFP, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
- de la DGCS, Direction générale de la Cohésion Sociale.





Entretien avec Danièle Demoustier,

Maître de conférences honoraire
à Sciences Po Grenoble et administratrice de
l'association Alpesolidaires, qui intervient pour mettre en
réseau les associations sur certains quartiers en Politique de la Ville.



« Mixer compétences des habitants et ressources extérieures »

JUSTICE SOCIALE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, PARTICIPATION CITOYENNE... : QUELLE PEUT ÊTRE LA PLACE DES ASSOCIATIONS DANS LES DYNAMIQUES SOLIDAIRES DE TERRITOIRE ?

Danièle Demoustier : Plusieurs dynamiques de solidarité cohabitent sur les territoires : solidarités familiales, affinitaires, de voisinage... souvent informelles, au sens de non déclarées, car elles s'appuient sur des relations interpersonnelles ; mais aussi solidarités associatives plus ou moins structurées, qui interfèrent plus ou moins avec les premières. Ainsi la dynamique associative peut être endogène, c'est-à-dire issue des habitants, ou exogène, par création et implantation extérieures au quartier.

Pour développer un projet, il est important de valoriser ces deux dynamiques, de créer des espaces de rencontre, de mutualisation et de coopération. En effet, l'association permet de mobiliser les habitants, de « révéler » leurs compétences par l'action collective, mais aussi d'apporter sur le quartier des ressources et des projets extérieurs pour l'enrichir.

ET COMMENT PARVENIR À SUSCITER LA PARTICIPATION DES HABITANTS ?

D.D. : Il est important que la « greffe » prenne : les activités sociales et écologiques doivent donc aller au-delà de la simple sensibilisation et impliquer tous les groupes sociaux. Elles peuvent être des leviers du passage entre initiative individuelle, collective et associative, et elles auront d'autant plus d'effets d'entraînement sur le territoire qu'on encourage les solidarités entre associations : entre petites associations pour mutualiser des moyens et des projets et entre associations plus institutionnalisées et plus informelles pour consolider les activités.

QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DES RÉGIES DE QUARTIER QUI EN FONT DES PARTENAIRES À PART ENTIÈRE D'UNE ACTION PUBLIQUE MENÉE PAR UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ?

D.D. : Les Régies de Quartier ne sont pas implantées sur des terrains « vierges ». Même si le tissu associatif est généralement moins dense et plus fragile dans les quartiers populaires, il existe sous de multiples formes. Il s'agit donc de déjà bien connaître les acteurs

et les structures en place, visibles dans l'espace public mais aussi plus invisibles entre les espaces privé et public.

Les Régies répondent ainsi à trois enjeux majeurs permettant la participation. D'abord, s'appuyer sur les réseaux de sociabilité existant, car ils ont déjà construit de la confiance nécessaire à la participation collective. Mais s'appuyer ne veut pas dire s'enfermer. Il s'agit d'une part de sortir de l'interpersonnel, de l'affinitaire, pour passer à l'organisationnel : formalisation des activités, des modes d'échange, et des modes de décision ; d'autre part de s'ouvrir à d'autres acteurs, habitants et réseaux.

Ensuite, elles savent valoriser les compétences des habitants, et les mixer en allant chercher également des ressources extérieures. Enfin, elles promeuvent des projets concrets pouvant déboucher sur des « micro résultats ». C'est essentiel. Dans son analyse du développement local, François Plassard disait que pour mettre en mouvement une population sur un territoire, il fallait à la fois un « ras le bol » et un détour extérieur, et, pour maintenir ce mouvement, des micro réussites. ■